

Déclaration

Référendum grec : NON ! Aucun accord - Mettre fin aux négociations

jeudi 2 juillet 2015, par [OKDE-Spartakos](#) (Date de rédaction antérieure : 28 juin 2015).

Le gouvernement grec, en dépit de ses efforts persistants, n'a pas réussi à gagner la confiance des institutions (UE, FMI) et la faveur des classes bourgeoises hégémoniques en Europe. Les vœux de loyauté envers le remboursement de la dette « pleinement et en temps opportun » et la renonciation à des mesures unilatérales, ainsi qu'à toute mesure qui serait contraire à la normalité capitaliste, ne suffisaient pas. SYRIZA a adopté de plus en plus de mesures et de réformes en pleine conformité avec les protocoles (privatisations, augmentation de l'âge de la retraite, réduction de facto des salaires et des pensions, TVA dans les produits de consommation de masse, etc.). Cependant l'UE et le FMI, avec leurs partenaires nationaux en Grèce, ne veulent pas simplement des mesures difficiles, mais ils veulent aussi détruire tout espoir - et l'illusion - reposant sur l'élection d'un gouvernement élu avec le mot d'ordre de rupture avec le mémorandums, même si ce mot d'ordre a été retiré le premier jour après les élections.

Ainsi, la direction de SYRIZA était dans une impasse. Incapable de signer son arrêt de mort politique, à savoir un accord si honteux qu'il amènerait le parti au sort du PASOK social-démocrate de George Papandreou, et sous la pression des revendications du mouvement des travailleurs, le gouvernement a lancé un référendum. Nous n'avons aucune illusion sur les intentions ou la capacité de SYRIZA à entrer en conflit avec les intérêts du capital et des institutions capitalistes. Cependant, le vote NON aux propositions de la troïka, peut ouvrir, dans des conditions appropriées, un nouveau cycle de crise politique du système qui exploite et nous opprime.

Dans les jours suivants, les partis traditionnels du capital, ND et le PASOK, avec le Potâmi ultra-néolibéral, qui réagissent farouchement à toute imposition des bénéfices des sociétés et des revenus importants et demandent des salaires encore plus bas, vont commencer leurs rodomontades, par tous les moyens possibles, à propos de la prétendue catastrophe que constituerait le rejet de la proposition des institutions. Ils vont crier sans ménagement, brandissant la catastrophe présumée d'une sortie de la zone euro. La classe ouvrière, cependant, a déjà connu la véritable catastrophe : l'austérité et les agressions capitalistes. La classe ouvrière ne peut pas et ne doit pas être terrifiée, parce qu'elle n'a rien de substantiel à perdre à des contrôles de capitaux ou à une crise générale de la zone euro. Au contraire, quand le capitalisme, le système qui nous exploite, secoue, nous nous préparons pour la bataille. Ce qui nous ouvrira la voie d'une rupture avec l'UE et le FMI, c'est la confiance et la volonté de lutte, pas le désespoir et la peur.

Cette rupture ne peut pas être faite uniquement par le vote. Les élections n'ont jamais été la solution magique pour se débarrasser de l'austérité et le référendum ne le sera pas plus. Les prochains jours devraient nous trouver dans les rues, afin d'affronter les rassemblements réactionnaires pro-capitalistes comme « Nous restons en Europe », mais aussi afin de s'assurer qu'il existe une réelle rupture, et que le référendum ne sera pas juste une manœuvre de négociation de Tsipras et de la direction de SYRIZA. D'ailleurs, il ne faut pas avoir d'illusion : s'il n'y avait pas les mobilisations de masse, non seulement les dernières mais, surtout, celles de toutes les années précédentes, il n'y aurait pas de crise avec les institutions et les mémorandums se déroulerait

normalement.

Notre NON aux propositions de la troïka n'est en aucun cas un vote de confiance au gouvernement de SYRIZA - ANEL. D'ailleurs, leurs propres propositions, le texte de 47 pages et les modifications apportées par la suite, sont tout aussi inacceptables et représentent un nouveau protocole, peut-être un peu plus doux, mais qui comporte de nouveaux reculs et des privatisations. En fait, dans certaines questions, les propositions du gouvernement sont encore plus réactionnaires que celles des institutions : la défense des programmes d'armement, la préservation des allègements fiscaux pour les armateurs. Nous allons dire NON à ces propositions ainsi, avec nos luttes. Le dimanche 5 Juillet nous voterons NON.

Non, de manière à ouvrir la faille, et à ne pas commencer un nouveau cycle de négociations

Non, dans la rue, et pas seulement dans le bulletin de vote

Non à cela et à tout accord

Non globalement à la zone euro, à l'UE et au FMI, et pas seulement à leurs propositions

Non à la Troïka, mais aussi à tout autre gestionnaire de ce même système

Le CC de l'OKDE-Spartakos, 28/06/2015

P.-S.

* <http://www.npa2009.org/actualite/non-aucun-accord-mettre-fin-aux-negociations>